

## Crédits aux sociétés non financières Juillet 2017

Le 28 août 2017

### Nette accélération des crédits aux sociétés non financières

Le taux de croissance annuel des crédits aux sociétés non financières augmente fortement en juillet 2017 (+ 5,1 %, après + 3,9 % en juin). Cette hausse s'explique pour une large part par les crédits de trésorerie (+ 3,5 %, après + 0,2 %). Des opérations ponctuelles importantes de deux groupes industriels et commerciaux expliquent près de la moitié de la croissance globale (8,5 GEUR, corrigé des variations saisonnières), le solde étant beaucoup plus réparti. Les crédits à l'équipement accélèrent également (+ 7,1 %, après + 6,3 %).

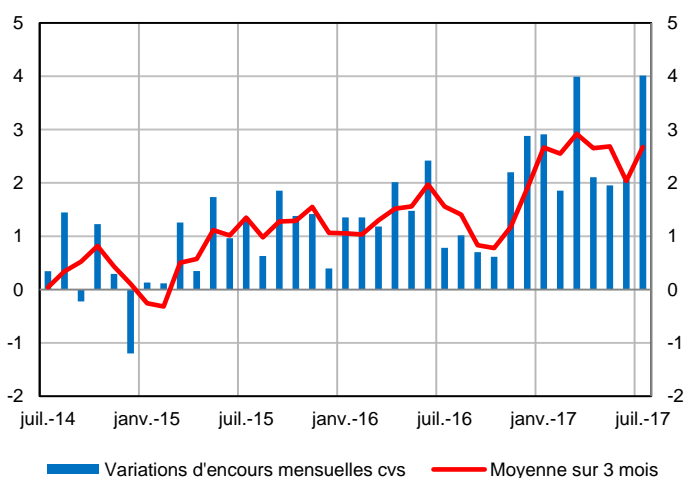
#### Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	Juil.-17	Mai-17	Juin-17	Juil.-17
<b>Total</b>	<b>948</b>	<b>4,2</b>	<b>3,9</b>	<b>5,1</b>
<b>Investissement</b>	<b>663</b>	<b>5,4</b>	<b>5,2</b>	<b>5,7</b>
Équipement	396	6,5	6,3	7,1
Immobilier	267	3,9	3,7	3,6
<b>Trésorerie</b>	<b>226</b>	<b>1,5</b>	<b>0,2</b>	<b>3,5</b>
Autres	58	1,5	3,7	4,1

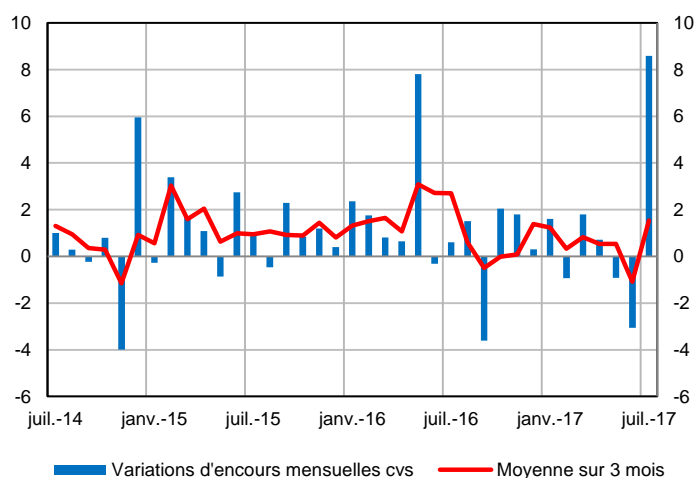
#### Variations d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



#### Variations d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo \*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



\* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF sont répartis entre investissement et trésorerie au prorata de leurs encours.

## Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels.

Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.